

RENAULT franchit la ligne blanche, le gouvernement s'en satisfait !

Écrit par Eric Coquerel - CR île-de-France
Mercredi, 16 Janvier 2013 19:00

Représentant de l'Etat qui est actionnaire à 15 % de Renault, Arnaud Montebourg commet une faute vis à vis des salariés en expliquant que le constructeur ne franchit pas la ligne rouge en annonçant 7500 suppressions d'emploi d'ici 2016. Ainsi 7500 emplois supprimés chez Renault (17% des effectifs) ne constitueraient pas un plan social à l'inverse de PSA qui en annonce 8000 (10%). La raison : Renault ne fermerait pas de site ! Ainsi il suffirait pour de "répartir" les suppressions d'emplois pour le rendre acceptables... Mais pire, le ministre fait mine d'oublier que ce vrai faux plan social est assorti d'un chantage odieux : la direction fermera un site, si les syndicats ne signent pas un accord de compétitivité qui rabote les droits des salariés. Voilà une entreprise qui saurait se servir des accords flexibilité voulus par le MEFEF si le parlement les adopte ! On ne sait si Arnaud Montebourg adopte cette position par crainte d'être une fois de plus désavoué mais il devient insupportable de voir ce gouvernement appuyer ainsi les projets patronaux. Bien sûr le marché de l'automobile n'est pas au mieux mais les salariés ne peuvent payer les erreurs industrielles de gamme, les délocalisations, le désinvestissement continu en France alors même que Renault fait des profits et a largement profité d'aides publiques notamment avec la prime à la casse. Plus que jamais le Parti de Gauche dénonce les politiques qui font des salariés les variables d'ajustement d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Comme à PSA, il sera aux côtés des salariés et de leurs syndicats qui font face à ce plan social.